

11 SEP. 2001
A2299

A L'EAU G.G.

Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 FRANCS

Siège social : 50, rue de REIMS
69500 BRON

RCS LYON B 421 679 283

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 28 MAI 2001

L'an deux mille un
Et le 28 mai à 19 heures,

Les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, au siège social, sur la convocation qui leur a été faite par la gérance.

Monsieur GARCIA Gérard, gérant, préside l'assemblée.

Sont présents ou régulièrement représentés à cette réunion :

Monsieur GARCIA Gérard	
Propriétaire de deux cent cinquante parts, ci	250

Madame COFFRE Sandrine	
Propriétaire de cent vingt cinq parts, ci	125

Monsieur GARCIA Christian	
Propriétaire de cent vingt cinq parts, ci	125

Total des parts présentées ou représentées	
Cinq cents parts, ci	500

En conséquence l'assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise de plus de la moitié du capital social.

Il est rappelé que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant :

ORDRE DU JOUR

Augmentation du capital social d'un montant de 4 384 EUROS par incorporation de réserves disponibles à due concurrence et création de 274 parts attribuées gratuitement aux associés

Conversion du capital social en EUROS

Modification de l'objet social

Transfert du siège social

Changement de raison sociale

Modification corrélative des articles 2-3-4-6 et 7 des statuts

Pouvoirs à conférer

Il est déposé sur le bureau et mis à la disposition de l'assemblée :

Une copie de la lettre de convocation adressée aux associés non gérants

Le rapport de la gérance

Le texte des résolutions proposées à l'assemblée.

VOISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
A LYON-BRON le 04 JUL 2001

Bordereau 232 8
REÇU 4384 Euros quatre cents fcs
Nulle six cent cinquante fcs
Le Receveur Principal

Puis il est rappelé que le rapport de la gérance ainsi que le texte des résolutions proposées, ont été adressés aux associés plus de quinze jours francs avant la date de l'assemblée.

Ces lectures terminées la discussion est ouverte.

La discussion étant close et personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont mises aux voix :

RESOLUTION SUR L'AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL PAR INCORPORATION DE RESERVES

*4384
EUROS*
L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter le capital social d'une somme de 4 384 EUROS pour le porter de 7 622 EUROS à 12 000 EUROS, par incorporation de réserves disponibles prélevées à concurrence de 4 378 EUROS sur le poste autres réserves et création de 274 parts de 16 EUROS chacune attribuées gratuitement aux associés, les deux cent soixante quatorze parts nouvelles qui porteront les numéros 477 à 750 seront soumises à toutes les dispositions statutaires. Elles seront créées à compter du premier jour de l'exercice en cours et entièrement assimilées aux parts anciennes à compter de cette date.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION SUR LA REPARTITION DES PARTS NOUVELLES

L'assemblée générale décide que les deux cent soixante quatorze parts nouvelles ainsi créées sont réparties entre les associés, en proportion des droits qu'ils possèdent dans la société, savoir :

A Monsieur GARCIA Gérard A concurrence de cent trente sept parts Numérotées de 477 à 613, ci	137 PARTS
A Madame COFFRE Sandrine A concurrence de soixante neuf parts Numérotées de 614 à 682, ci	69 PARTS
A Monsieur GARCIA Christian A concurrence de soixante huit parts Numérotées de 683 à 750, ci	68 PARTS
TOTAL DEUX CENT SOIXANTE QUATORZE PARTS, ci	<u>274 PARTS</u>

L'assemblée générale reconnaît expressément que ces parts ont été réparties entre les associés, dans les proportions sus indiquées et qu'elles sont intégralement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION SUR LA CONVERSION DU CAPITAL SOCIAL EN EUROS

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide la conversion du capital social de la société en EUROS et de le porter à 12 000 EUROS, soit 750 parts de 16 EUROS chacune.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

RESOLUTION SUR LA REALISATION DEFINITIVE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL

Comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital, visée ci avant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

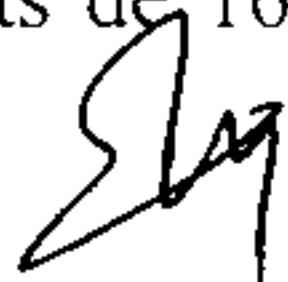
RESOLUTION SUR LA MODIFICATION DES STATUTS

Comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la façon suivante

ARTICLE 6 – APPORTS

Cet article est complété par l'alinéa suivant :

Lors de l'augmentation de capital réalisée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28/5/01 :

Par incorporation de réserves disponibles à due concurrence et création de 274 parts de 16 EUROS chacune soit au total 4 384 EUROS *pour donner 4384 EUROS* 

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 12 000 EUROS il est divisé en 750 parts de 16 EUROS entièrement libérées numérotées de 1 à 750 qui compte tenu des apports originaux et des différentes modifications intervenues depuis la constitution de la société sont réparties comme suit :

Monsieur GARCIA Gérard

Trois cent soixante quinze parts

numérotées de 1 à 238 et 477 à 613, ci

375 PARTS

Madame COFFRE Sandrine

Cent quatre vingt huit parts

Numérotées de 239 à 357 et 614 à 682,ci

188 PARTS

Monsieur GARCIA Christian

Cent quatre vingt sept parts

Numérotées de 358 à 476 et 683 à 750

187 PARTS

750 PARTS

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION SUR LA MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance décide de modifier l'objet social qui sera désormais le suivant :

Tous travaux de plomberie, d'installation, sanitaires, chauffage, climatisation

Tous travaux d'entretien et maintenance technique de piscines

Tous travaux de sous traitance ayant trait aux activités précitées

Tous travaux de construction de piscines par voie de sous traitance

Et de modifier l'article 2 des statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION SUR LE TRANSFERT DU SIEGE SOCIAL

L'assemblée générale après avoir entendu le rapport de la gérance décide de transférer le siège social du 50 rue de REIMS 69500 BRON à la ZAE MOULIN DE LA SOURCE – 12 RUE DU LIBERON – 34450 VIAS à compter du 1/6/01

Et de modifier l'article 4 des statuts

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE

L'assemblée générale après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide à compter du 1/6/01 de remplacer la dénomination sociale actuelle par :

A L'EAU DE SOURCE

Et de modifier l'article 3 des statuts

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RESOLUTION SUR LES POUVOIRS A CONFERER

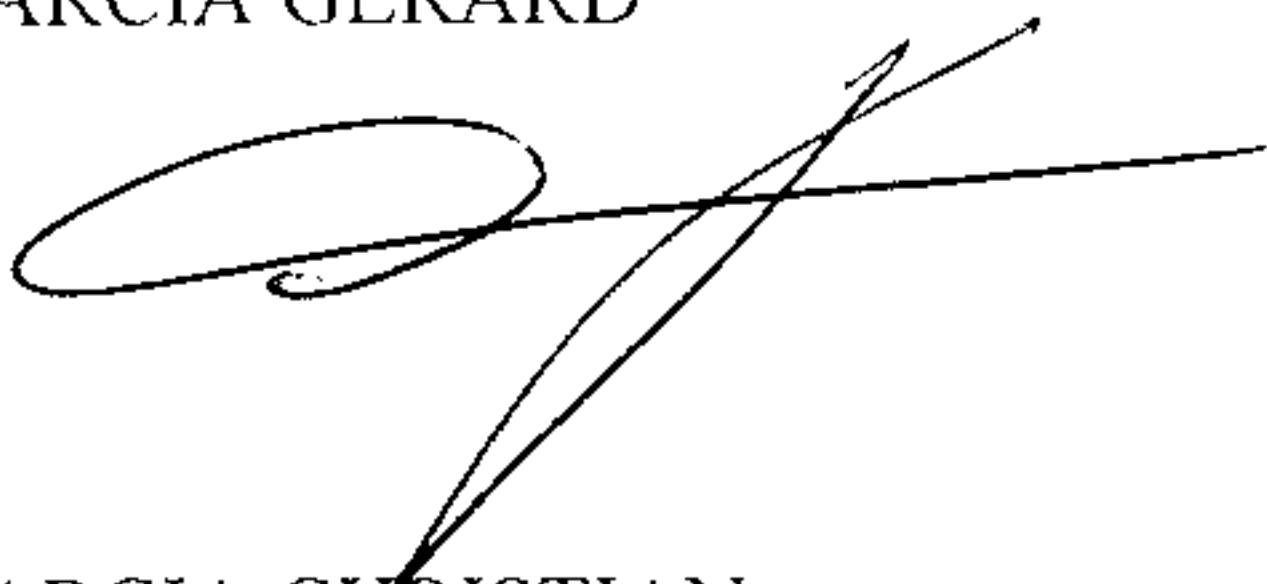
L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir les formalités prescrites par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

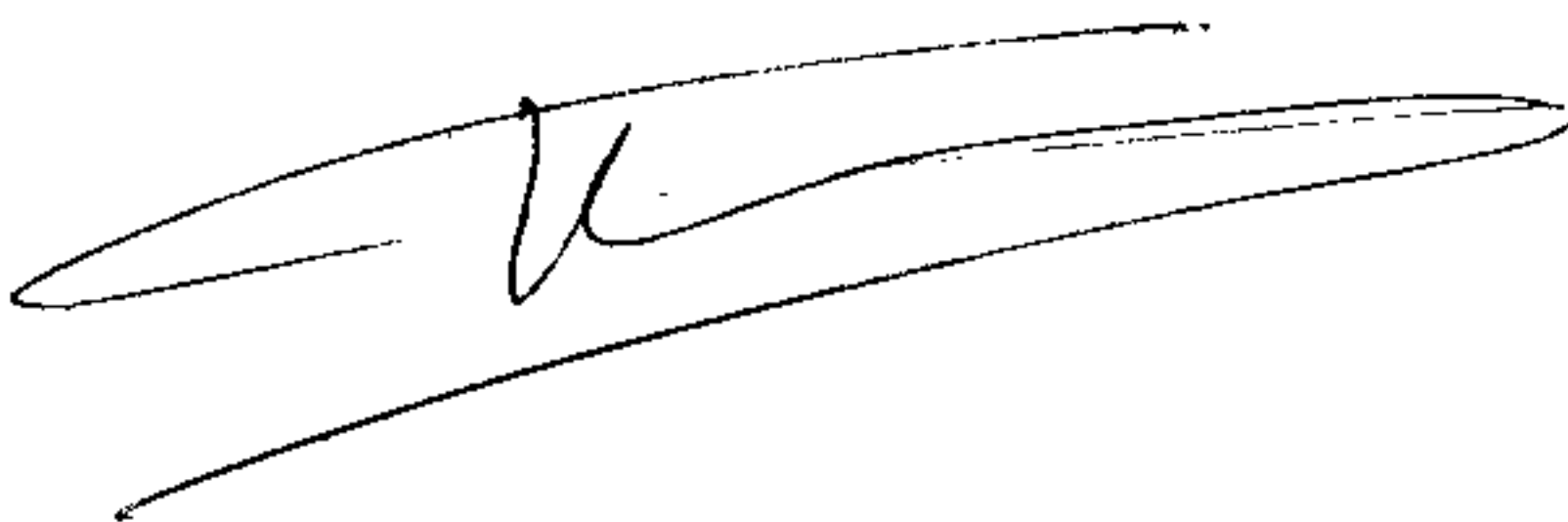
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 20 heures.

De tout ce qui précède il a été dressé le présent procès verbal qui après lecture a été signé par les associés présents.

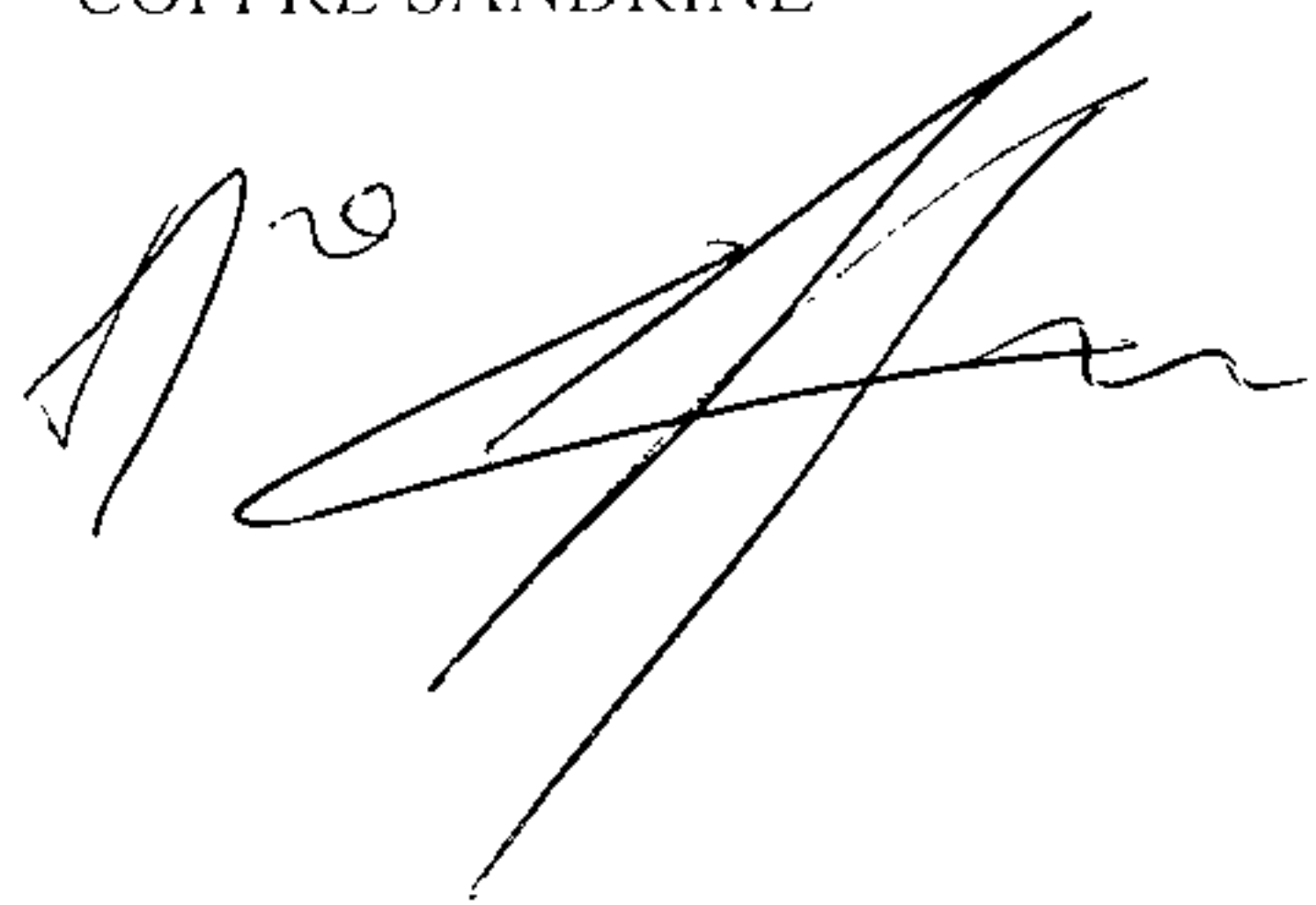
GARCIA GERARD



GARCIA CHRISTIAN



COFFRE SANDRINE



11 SEP. 2009
A 2299

A L'EAU G.G.

Société à Responsabilité Limitée au Capital de 50.000 FRANCS

Siège social : 50, rue de REIMS

69500 BRON

Annexe : 38^{ES} x 5

DF = 1500F

Le 15 JUIN 2001

24

15 JUIN 2001

Cent quatre vingt dix
Mille cinq cents francs

Le notaire soussigné

[Signature]

Les soussignés :

Monsieur GARCIA Gérard, né le 15 JUIN 1959 à ORAN (ALGERIE), demeurant : 50, rue de REIMS 69500 BRON, divorcé de Madame ROMANY Mary-Paule selon jugement du Tribunal de Grande Instance de LYON en date du 5 FEVRIER 1997

Mademoiselle COFFRE Sandrine, née le 23 DECEMBRE 1969 à BOULOGNE SUR MER (62200), demeurant : 50, rue de REIMS 69500 BRON, divorcée de Monsieur GUEUDRE Thierry selon jugement du Tribunal de Grande Instance de BOULOGNE SUR MER en date du 2 JUIN 1998

Monsieur GARCIA Christian, né le 30 JUIN 1960 à ORAN (ALGERIE), demeurant : 49 rue Alsace Lorraine 69500 BRON, époux de Madame PALOMBA Dominique née le 17 DECEMBRE 1959 à BONE (ALGERIE), tous deux mariés sous le régime de la séparation de biens selon contrat reçu par Maître COHEN Jacques, notaire à ST JEAN DE BOURNAY (38440) en date du 23 JUILLET 1991.

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'ils ont convenu de constituer.

[Signature]

S.C.

[Signature]

[Signature]

S.C.

STATUTS

=====

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE - DUREE

Article 1er - Forme

Il est formé entre les soussignés, tous futurs propriétaires des parts ci-après créées et propriétaires des parts qui pourraient être créées ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée qui sera régie par la loi du 24 JUILLET 1966, toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Article 2 - Objet social

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

Tous travaux de plomberie, d'installation, sanitaires, chauffage, climatisation
Tous travaux d'entretien et maintenance technique de piscines
Tous travaux de sous traitance ayant trait aux activités précitées
Tous travaux de construction de piscines par voie de sous traitance

Pour réaliser cet objet, elle pourra faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement, ou être utiles à l'objet social ou susceptible d'en faciliter la réalisation.

Elle pourra agir, directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, et soit seule, soit en association, participation ou société, avec toutes autres sociétés ou personnes, et réaliser directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, les opérations rentrant dans son objet.

Elle pourra prendre sous toutes formes, tous intérêts et participations, dans toutes sociétés ou entreprises françaises ou étrangères ayant un objet similaire ou de nature à développer ses propres affaires.

Article 3 - Dénomination sociale

La dénomination sociale de la société est :

A L'EAU DE SOURCE

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du montant du capital social.

ay ay
ay ay

S.C
ce

G.G

S.C

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à VIAS 34450 – ZAE MOULIN DE LA SOURCE – 12 RUE DU LIBERON

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par la loi.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - Apports

Apports en numéraires

Les soussignés, tous susnommés, font apport à la présente société des sommes en numéraire ci-après, savoir :

Monsieur GARCIA Christian

d'une somme de douze mille cinq cents francs, ci,

12 500 FRANCS

Mademoiselle COFFRE Sandrine

d'une somme de douze mille cinq cents francs, ci,

12 500 FRANCS

Total des apports, cinquante mille francs, ci,

25 000 FRANCS

Laquelle somme est actuellement déposé à un compte ouvert au nom de la SARL A L'EAU G.G. en formation, à la BANQUE POPULAIRE Avenue Camille ROUSSET 69500 BRON.

Conformément à la loi, le retrait de cette somme ne pourra être effectué par la gérance qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés et sur présentation du certificat du Greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.

Cet article est complété par l'alinéa suivant : lors de l'augmentation de capital réalisée suivant décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28/5/01 : par incorporation de réserves disponibles à due concurrence et création de 274 parts de 16 EUROS chacune soit au total 4 378 EUROS.

Apports en nature

Monsieur GARCIA Gérard apport à la société sous les garanties ordinaires de fait et de droit, les biens désignés et estimés ci-après, les matériels servant à l'exploitation, décrits et estimés, article par article dans un état ci-joint certifié par les parties et représentant une valeur totale

de vingt cinq mille francs, ci

25 000 FRANCS

G. Garcia S.C.

G.G.

S.C.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 12 000 EUROS il est divisé en 750 parts de 16 EUROS entièrement libérées numérotées de 1 à 750 qui compte tenu des apports originaux et des différentes modifications intervenues depuis la constitution de la société sont réparties comme suit :

Monsieur GARCIA Gérard	
Trois cent soixante quinze parts	
numérotées de 1 à 238 et 477 à 613, ci	375 PARTS
Madame COFFRE Sandrine	
Cent quatre vingt huit parts	
Numérotées de 239 à 357 et 614 à 682,ci	188 PARTS
Monsieur GARCIA Christian	
Cent quatre vingt sept parts	
Numérotées de 358 à 476 et 683 à 750	187 PARTS
	750 PARTS

Article 8 - Dépôts de fonds en compte courant par les associés

Chaque associé pourra verser dans la caisse sociale, en compte courant libre, au-delà de sa mise sociale, toutes sommes qui seront jugées utiles par la gérance, pour les besoins de la société.

Les conditions d'intérêt, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par décision collective ordinaire des associés, soit par convention directement intervenue entre la gérance et le déposant et soumise ultérieurement à l'approbation de l'Assemblée Générale des associés.

Les intérêts figureront dans les frais généraux de la société.

La société aura toujours la faculté de se libérer par anticipation.

Article 9 - Augmentation et réduction du capital

I - Le capital social pourra en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, prise sur proposition de la gérance, être augmenté en une ou plusieurs fois par la création de parts sociales nouvelles, ordinaires ou privilégiées, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire.

Le capital social pourra être également augmenté par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales par voie de capitalisation de tout ou partie des bénéfices et des réserves sous forme de création de parts sociales nouvelles, ou élévation corrélatrice du montant nominal des parts existantes.

Handwritten signature

S.C.

Handwritten signature

Handwritten signature

S.C.

La décision collective portant augmentation de capital pourra décider que celle-ci aura lieu par création de parts assorties d'une prime dont elle fixera le montant et son affectation.

II - Le capital social peut également être réduit, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés pour telle cause et de telle manière que ce soit par voie de remboursement ou de rachat partiel des parts, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale.

En aucun cas, il ne peut être porté atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à 50.000 FRANCS, à moins que la société ne se transforme en une société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Cette dissolution ne peut être prononcée si, au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - Lors de toute augmentation ou réduction de capital des associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droit nécessaire, pour permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article 10 - Droits et représentation des parts sociales

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes ; notamment, toute part donne droit, en cours de société comme en liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les parts indistinctement, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société et auxquelles ce remboursement ou cette répartition pourrait donner lieu.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables, nominatifs ou au porteur.

Le titre de chaque associé résultera seulement des présentes, des actes qui pourront augmenter le capital social ou modifier les présents statuts et des cessions ou mutations qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties.

Une copie ou un extrait de ces actes et pièces pourra être délivré à chaque associé sur sa demande et à ses frais.

Article 11 - Cession et transmission des parts sociales

A - Cession à titre onéreux ou par donation entre vifs

1) Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seings privés.

g g S.C
C. L. C. L.

G. G S.C

Elle n'est opposable à la société qu'après lui avoir été signifiée ou que la société l'ait acceptée dans un acte authentique conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au Greffe du Tribunal de Commerce.

2) Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Par contre, elles ne peuvent être cédées au conjoint, aux ascendants et descendants non associés du titulaire, ainsi qu'à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

A l'effet d'obtenir ce consentement, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts, doit notifier son projet de cession à la société et à chacun des co-associés avec indication des noms, prénoms, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que du nombre des parts dont la cession est projetée.

Dans les huit jours qui suivent la notification faite à la société, la gérance doit inviter la collectivité des associés à statuer sous l'une des formes prévues ci-après à l'article 19 sur le consentement de la cession. La décision des associés n'est pas motivée : elle est immédiatement notifiée au cédant.

Si la gérance n'a pas fait connaître au cédant la décision des associés dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévue à l'alinéa 3 du présent paragraphe 2, le consentement à la cession sera réputé acquis.

Si la collectivité des associés a refusé de consentir à la cession et si, dans les huit jours de la notification du refus, le cédant n'a pas signifié à la société son intention de retirer sa proposition de cession, les associés auront le droit, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir la totalité des parts en instance de mutation à un prix fixé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. A la demande de la gérance, ce délai pourra être prolongé une seule fois par décision de justice, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La société peut, également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai, de racheter lesdites parts, par voie de réduction de capital, au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus, dans cette hypothèse la réduction de capital sera égale au montant nominal des parts rachetées et si elle a pour effet de ramener le capital à un montant inférieur au minimum légal, il sera fait application des dispositions de l'article 9 ci-dessus, paragraphe 2.

g g

S.C

g g

"

g g

g g

S.C

En cas de rachat des parts en vertu du droit de préemption accordé ci-dessus aux associés et à la société, le prix sera payé comptant, sauf convention contraire intervenue directement entre le cédant et le ou les cessionnaires. Toutefois, si le rachat est effectué par la société, un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans pourra sur justification, être accordé à la société par décision de justice.

Dans la même hypothèse du rachat des parts et en vue de régulariser la mutation au profit du ou des acquéreurs la gérance invitera le cédant huit jours d'avance à signer l'acte de cession, authentique ou sous seings privés.

Passé ce délai et si le cédant ne s'est pas présenté pour signer l'acte de cession, la mutation des parts, sera régularisée d'office par déclaration de la gérance en la forme authentique sans qu'il soit besoin du concours ni de la signature du défaillant.

Notification de cette mutation lui sera faite dans la quinzaine de sa date et il sera invité à se présenter personnellement ou par mandataire régulier au siège de la société pour recevoir le prix de la cession en fournissant toutes justifications utiles.

Si à l'expiration du délai imparti aucune des solutions de rachat prévues ci-dessus n'est survenue, l'associé pourra réaliser la cession initialement prévue, à la condition toutefois qu'il possède les parts sociales qui en font l'objet depuis au moins deux ans à moins qu'il ne les ait recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.

Si cette condition n'est pas remplie, l'associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions prévues ci-dessus concernant le rachat de ses parts, et en cas de refus d'agrément, l'associé cédant restera propriétaire de ses parts.

Les notifications, significations et demandes prévues au présent paragraphe 2 seront valablement faites soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, même aux adjudications publiques en vertu de l'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

En cas de vente forcée aux enchères publiques, l'adjudication ne pourra être prononcée que sous réserve de l'agrément de l'adjudicataire et de l'exercice éventuel du droit de préemption des associés ou de la société. En conséquence, aussitôt après l'adjudication, l'adjudicataire présentera sa demande d'agrément et c'est à son encontre que pourra être éventuellement exercé le droit de préemption dont il s'agit.

Toutefois, si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital.

yy (A) S.C. G.G. SC
CL

B Transmission par décès ou en cas de liquidation de communauté entre époux.

En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts des parts sociales.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoints doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte de notoriété. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant par du décès, mentionnant les qualités des héritiers ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts, afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société en cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification en cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessous pour les cessions entre vifs.

C - Réunion de toutes les parts en une seule main

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, les dispositions de l'article 1844-5 du Code Civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Article 12 - Décès - Interdiction ou faillite d'un associé

La société ne sera pas dissoute par le décès de l'un des associés, son interdiction ou sa faillite personnelle.

En cas de décès de l'un des associés, ses héritiers et ayants-cause conserveront la propriété des parts sociales de leur auteur et lui succéderont comme associés sous réserve toutefois de l'application des stipulations de l'article 11 ci-dessus.

Article 13 - Indivisibilité des parts sociales - Droit des associés

Les parts sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

g g

S.C

G.G

S.C

C.L

CL

Les copropriétaires indivis de parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés. A défaut d'entente, il sera pourvu par justice à la désignation d'un mandataire commun pris même en dehors des associés à la requête de l'indivisaire le plus diligent. Pour le calcul de la majorité en nombre, les copropriétaires indivis de parts sociales, lorsque la copropriété à la même origine, ne comptent que pour un associé.

Si des parts appartiennent à une personne en usufruit et à une ou plusieurs personnes en nue-propriété, l'usufruitier et le ou les nus-propriétaires devront s'entendre entre eux pour la représentation des parts. A défaut d'entente ou de convention contraire dûment signifiée à la société, les parts seront valablement représentées par l'usufruitier pour les décisions ordinaires et par le nu-propriétaire (ou le représentant des nus-propriétaires s'ils sont plusieurs) pour les décisions de caractère extraordinaire. Pour le calcul de la majorité en nombre l'usufruitier et le nu-propriétaire ne comptent également que pour un associé.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts à leur modification ultérieure et à toutes les décisions des associés.

Les héritiers ou créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société en demandant la licitation ou le partage, s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux inventaires annuels et aux décisions de la gérance et des associés.

Article 14 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions des articles 40 et 62 de la loi du 24 JUILLET 1966 rendant les associés ou certains d'entre eux solidairement responsables, sous certaines conditions et pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs parts. Au delà tout appel de fonds est interdit.

TITRE III - GERANCE

Article 15 - Gérance

I - La société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non nommées par les associés dans les statuts ou par acte postérieur, à la majorité requise pour les décisions ordinaires, avec ou sans limitation de durée.

Les associés ont nommé pour assurer la gérance de la société :

Monsieur GARCIA Gerard, demeurant : 50, rue de REIMS 69500 BRON

g g

C. L.

S.C

CL

g.g

S.C

La gérance déclare expressément accepter ces fonctions.

II - Conformément à la loi, le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, aura vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour représenter la société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social, sans limitation.

Toutefois, à titre de règlement intérieur, et sans que la limitation de pouvoirs ci-après puisse être opposée aux tiers, ni invoquée par eux, il est expressément convenu que tout achat, vente ou échange de fonds de commerce, toute constitution d'hypothèques sur les immeubles sociaux ou de nantissement sur le ou les fonds de commerce appartenant ou pouvant appartenir à la société, la fondation de toute société ou l'apport de tout ou partie des biens sociaux à une société constituée ou à constituer, ne pourront être réalisés sans avoir été autorisés au préalable par une décision collective ordinaire des associés, et s'ils emportent directement ou indirectement modification de l'objet social, par une décision collective extraordinaire.

Le gérant, ou chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Chaque gérant, peut, sous sa responsabilité personnelle, et à condition que cette délégation de pouvoirs soit spéciale et temporaire, se faire représenter par tout mandataire de son choix.

Article 16 - Responsabilité des gérants

Les gérants sont responsables individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Article 17 - Révocation - Démission - Décès - Retraite d'un gérant

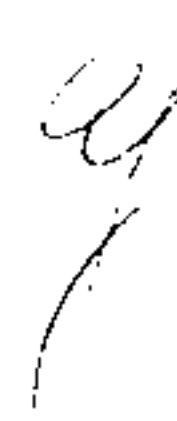
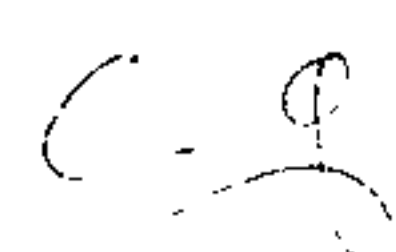
I - Le gérant associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

II - Chacun des gérants aura le droit de renoncer à ses fonctions, à charge pour lui d'informer ses co-associés de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de trois mois.

Toutefois, la collectivité des associés, par décision ordinaire, pourra toujours décider de la réduction ou de la suppression de ce délai de trois mois.

III - Le décès d'un gérant ou sa retraite pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

En cas de décès d'un gérant, la gérance sera exercée par le ou les gérants survivants, mais tout associé pourra provoquer une décision collective des associés à l'effet de nommer un nouveau gérant

   S.C. 

 S.C. 

L'incapacité légale d'un gérant ou son incapacité physique le mettant dans l'impossibilité de remplir ses fonctions est assimilée au cas de son décès et entraîne en conséquence, la cessation de ses fonctions qui doit être constatée par décision ordinaire des associés et régulièrement publiée.

Article 18 - Rémunération de la gérance

Chacun des gérants recevra à titre de rémunération de son travail et en compensation de la responsabilité attachée à la gestion, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel dont le montant et les modalités de paiement seront soumis au vote des associés par décision collective ordinaire.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, il a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

TITRE IV - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Article 19 - Décisions collectives des associés

I - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblées générales ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Elles peuvent également résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte sous seings privés ou notarié.

Toutefois, la réunion d'une Assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié du capital.

II - En cas de réunion d'une Assemblée Générale, les associés y sont convoqués par la gérance quinze jours d'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de la réception des projets de résolutions pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées, et, pour chaque résolution par les mots "OUI" ou "NON". La réponse est adressée à la société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page:

- Two signatures on the left, followed by "S.C."
- Below the first signature, "C. P." and "11"
- A large signature in the center, followed by "S.C."
- Two more signatures on the right, followed by "S.C."

III - Chaque associé a droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint, à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

IV - Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi, savoir :

a) Les décisions qualifiées d'ordinaires, c'est à dire, celles appelées à statuer sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer les gérants et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas directement ou indirectement, modification des statuts qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social. si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois. et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

b) Toutes autres décisions qualifiées d'extraordinaires c'est à dire, celles comportant ou entraînant modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société ou la transformer en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, et, en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

En outre, la transformation en société anonyme ne peut être décidée à la majorité requise pour la modification des statuts si la société n'a pas établi et fait approuver par les associés, le bilan de ses deux premiers exercices.

c) Enfin, les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

V - Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès verbaux établis par la gérance sur un registre spécial conformément aux dispositions de l'article 10 du décret 67-236 du 23 MARS 1967.

En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé est annexée au procès verbal.

Les copies ou extraits des procès verbaux constatant les délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant.

g g

S.C

C. J.

CG

G. G

S.C

TITRE V - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 20 - Commissaire aux Comptes

La société sera pourvue dans les plus brefs délais, à l'initiative de la gérance, d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, si elle vient à dépasser à la clôture d'un exercice social deux des seuils fixés par décret en Conseil d'Etat, en application de l'article 64 de la loi du 24 JUILLET 1966.

Même si ces seuils ne sont pas atteints, la collectivité des associés pourra toujours, au cours de la société, procéder à la nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, dans la même hypothèse, cette nomination pourra également être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social.

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes suppléants appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, peuvent être désignés par la collectivité des associés.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour six exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des associés qui statuera sur les comptes du sixième exercice.

TITRE VI - EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - CONTROLES **AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Article 21 - Exercice social

L'exercice social commence le 1ER JUILLET
et se termine le 30 JUIN
de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice social comprendra le temps à courir depuis le début d'activité de la société jusqu'au 30 JUIN 2000.

Article 22 - Inventaire - Comptes et Bilan

Les écritures de la société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du Code du Commerce, et établit un rapport de gestion écrit.

Le rapport de gestion expose la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

G. G. S.C.
C. G. S.C.

G. G. S.C.

Les documents ainsi établis sont communiqués aux Commissaires aux Comptes, s'il en existe.

Lorsque des modifications interviennent dans la présentation des comptes annuels, comme dans les méthodes d'évaluation retenues, elles sont de surcroît signalées dans le rapport de gestion, et, le cas échéant, dans le rapport du Commissaire aux Comptes.

Article 23 - Approbation des comptes - Droit de communication des associés

Le rapport de gestion, l'inventaire et les comptes annuels sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport des Commissaires aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire est tenu au siège social, à la disposition des associés.

Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'Assemblée.

Tout associé peut prendre par lui-même, à toute époque et au siège social, connaissance des comptes annuels, de l'inventaire, des rapports soumis aux assemblées et des procès verbaux de ces assemblées, concernant les trois derniers exercices.

En outre, tout associé non gérant peut, deux fois par exercice, poser par écrit des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée au Commissaire aux Comptes, si la société en est pourvue.

Enfin, un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social, peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. S'il est fait droit à la demande, le rapport de l'expert est adressé au demandeur, au ministère public, au comité d'entreprise, au Commissaire aux Comptes et au gérant. Ce rapport doit en outre, être annexé à celui établi par le Commissaire aux Comptes en vue de la prochaine assemblée générale et recevoir la même publicité.

gg gg S.C
C.E
gg S.C
C.E
14

Article 24 - Convention entre la société et l'un de ses gérants ou associés
- Interdiction d'emprunt

I - Le gérant ou s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions directement intervenues, ou par personne interposée, entre la société et l'un de ces gérants ou associés. L'Assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant, ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

II - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés, autre que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints, ascendants ou descendants des gérants et associés ainsi qu'à toute personne interposée ; toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux associés personnes morales.

Article 25 - Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des stipulations de l'article 22 ci-dessus, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur ces bénéfices, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

ey ey C se

S.C
15 CE

g.g

S.C

Le solde augmenté le cas échéant des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable.

Ce bénéfice est réparti entre les associés, gérants ou non gérants, proportionnellement au nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux.

Toutefois, l'Assemblée Générale aura la faculté de prélever sur ce solde, avant toute répartition, les sommes qu'elle jugera convenable de fixer pour les porter à un ou plusieurs fonds de réserve, généraux ou spéciaux, et même à la réserve légale, ou les reporter à nouveau.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

TITRE VII - PERTE DE LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL **DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Article 26 - Perte de la moitié du capital social

Si du fait des pertes constatées dans les documents comptables, le montant des capitaux propres de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance et, à son défaut, le commissaire aux Comptes, s'il en existe un, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider à la majorité requise pour la modification des statuts, s'il y a lieu, la dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité requise, la société est tenue au plus tard à la clôture de deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur des réserves, si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social, le tout sous réserve de l'application des dispositions de l'article 35 de la loi du 24 JUILLET 1966 lorsque l'opération a pour effet de ramener le capital social à un montant inférieur au minimum légal.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut, par le gérant ou le Commissaire aux Comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut introduire devant le Tribunal de Commerce, une action en dissolution de la société. Il en est de même si les dispositions de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la

g g

C. L.

S. C.

16

CE

g. g

S. C.

société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation ; il ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

Article 27 - Dissolution - Liquidation

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par un ou plusieurs liquidateurs nommés par décision collective ordinaire des associés.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par les articles 390 et suivants de la loi du 24 JUILLET 1966.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales, et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales est partagé entre les associés proportionnellement au nombre de leurs parts.

TITRE VIII - CONTESTATIONS

Article 28 - Contestations

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social. A cet effet, en cas de contestation tout associé est tenu de faire éllection de domicile dans le ressort du siège social, toutes assignations et significations seront régulièrement faites à ce domicile élu sans avoir égard au domicile réel. A défaut de domicile les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

TITRE IX

Article 29 - Jouissance de la personnalité morale

- Immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés
- Publicité - Pouvoirs

- La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

- En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, les associés, soussignés, donnent mandat exprès à la Gérance de réaliser immédiatement, pour le compte de la société, les actes et engagements suivants jugés urgents dans l'intérêt social :

- Versement d'une provision couvrant les frais de constitution de la société.

g g S.C
C 17 CQ

g.g S.C

Ces actes et engagements seront repris par la société par le seul fait de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

- En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelés à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

- Enfin, tous pouvoirs sont donnés à la gérance pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi et, spécialement, pour signer l'avis à insérer dans un journal d'annonces légales du département du siège social.

Article 30 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leur suite seront supportés par la société, portés en frais d'établissement et amortis avant toute distribution de bénéfices, sur une période maximale de cinq années.

Fait en autant d'originaux qu'il est nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités requises.

A BRON

Le 14/01/2003

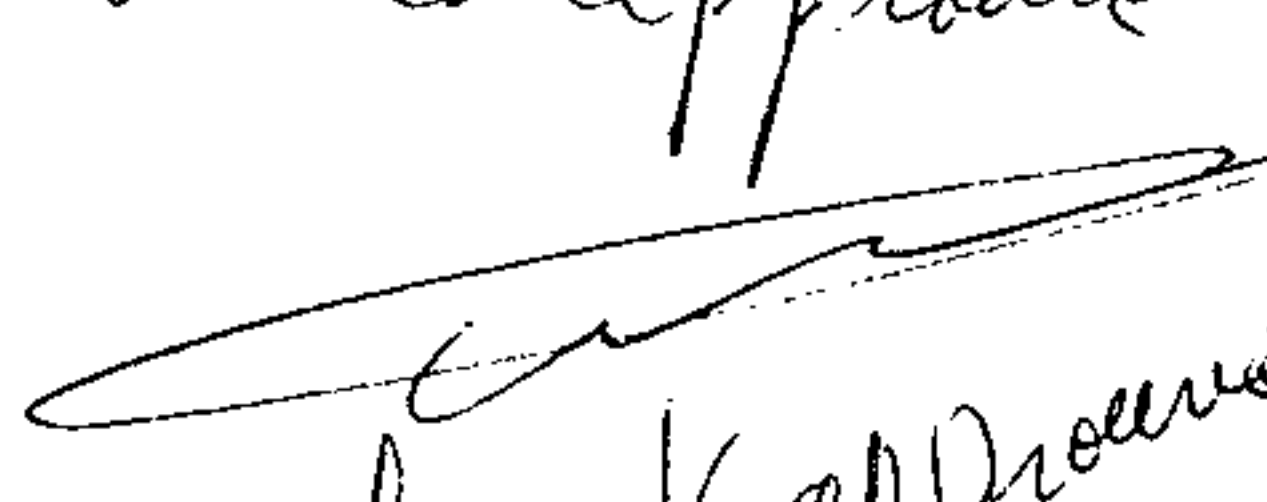
"Lu et approuvé"

H^{me} 

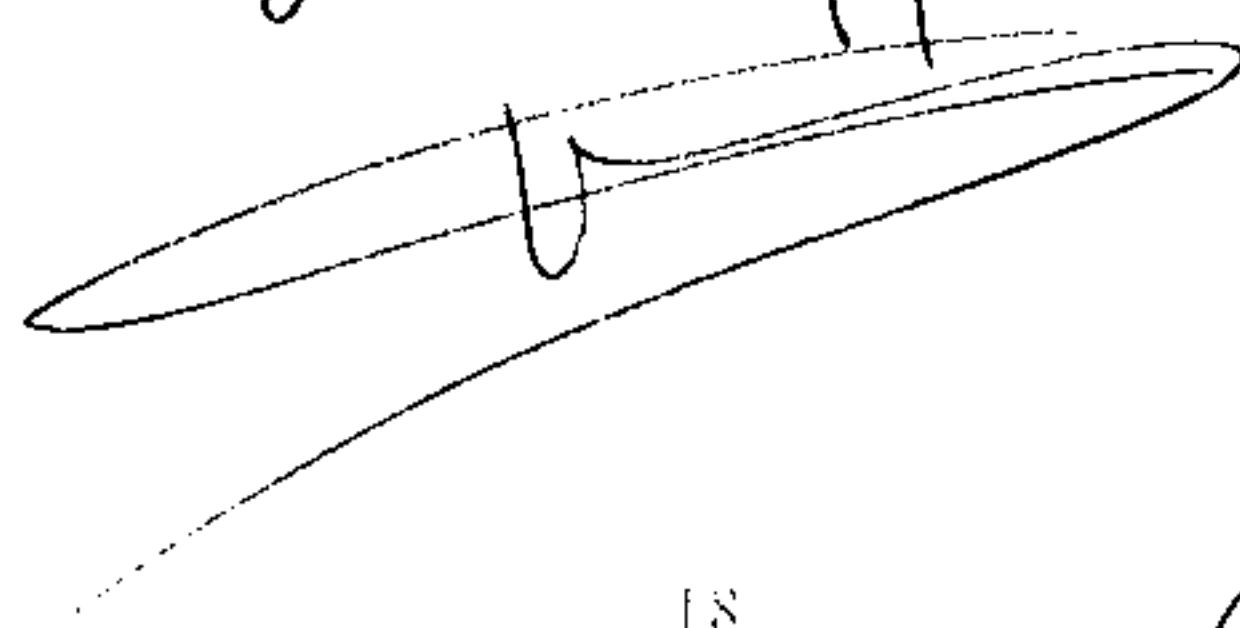
Girard Garcia
"Lu et approuvé"

Bon pour acceptation

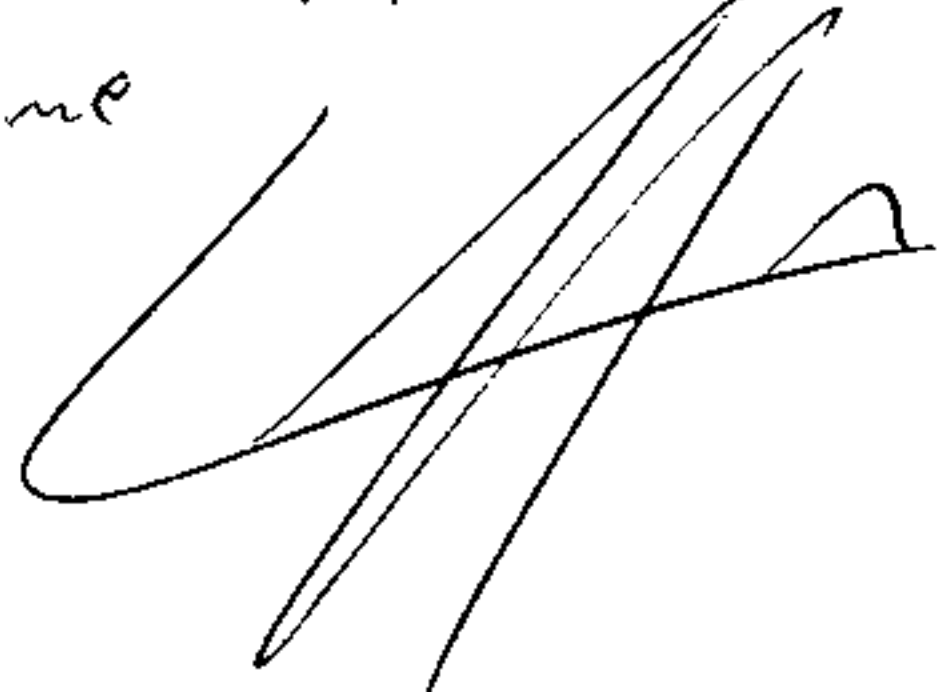
"Lu et approuvé" - des fonctions de gérant



"Lu et approuvé"



"Lu et approuvé"

H^{me} 

"Lu et approuvé"

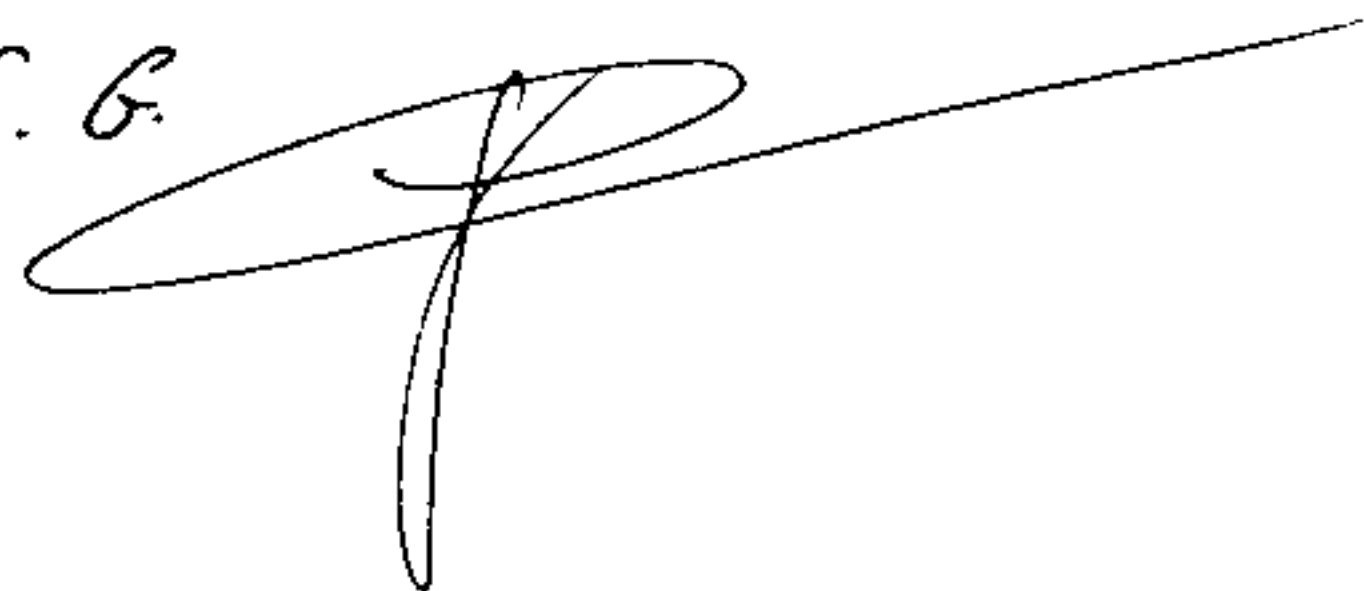
Bon pour acceptation
des fonctions de gérants


ETAT DES APPORTS EN NATURE DE MONSIEUR Gérard GARCIA

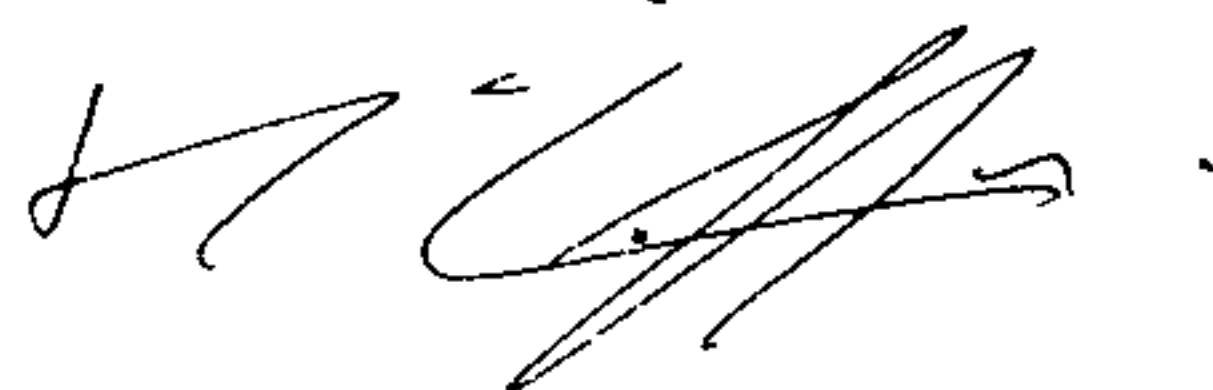
1 marteau perforateur SDS et accessoires	4.500 Francs
1 perforateur SKIL	3.000 Francs
1 aspirateur à eau 2000 WT	2.500 Francs
1 déboucheur haute pression KENZLER	5.000 Francs
1 détecteur de fuite de gaz	2.500 Francs
1 outil à piquetage cuivre	2.500 Francs
1 ensemble informatique ordinateur et imprimante	5.000 Francs
TOTAL	25.000 Francs

Bon pour accord
sur l'estimation ci-dessus

G. G.



Bon pour accord sur
l'estimation ci-dessus.

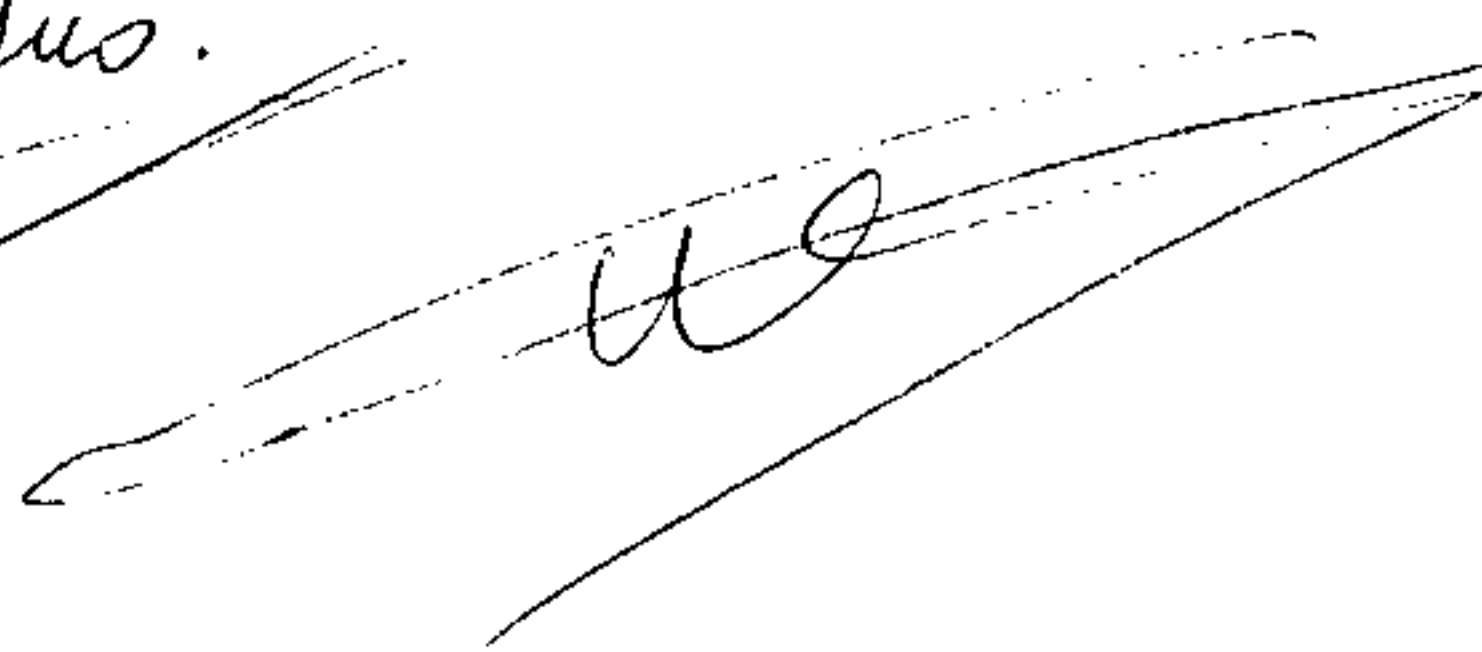
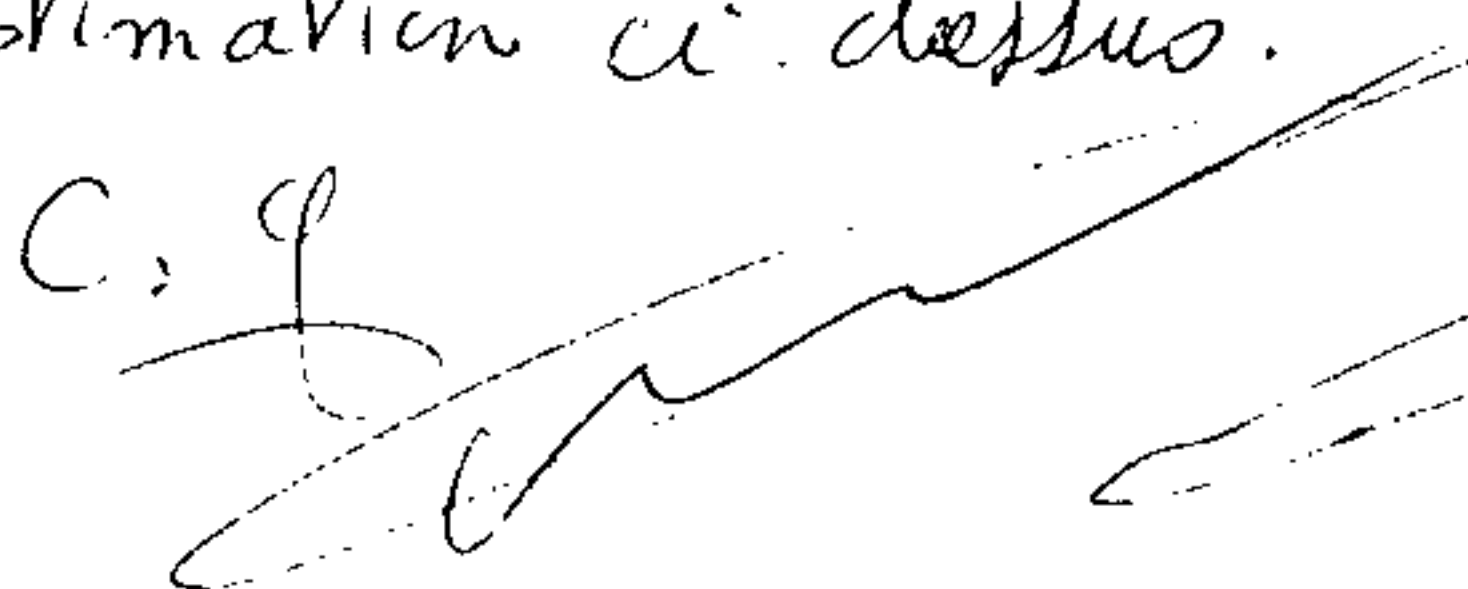


Bon pour accord
sur l'estimation
ci-dessus.

C. G.

Bon pour accord
sur l'estimation ci-dessus.

C. G.



11 SEP. 2001
A22097

EXAUGEST

EXPERTISE - AUDIT - GESTION

**Siège social : 33, rue des Glycines
69500 BRON**

TEL.: 04.72.37.87.87

FAX: 04.72.37.89.87

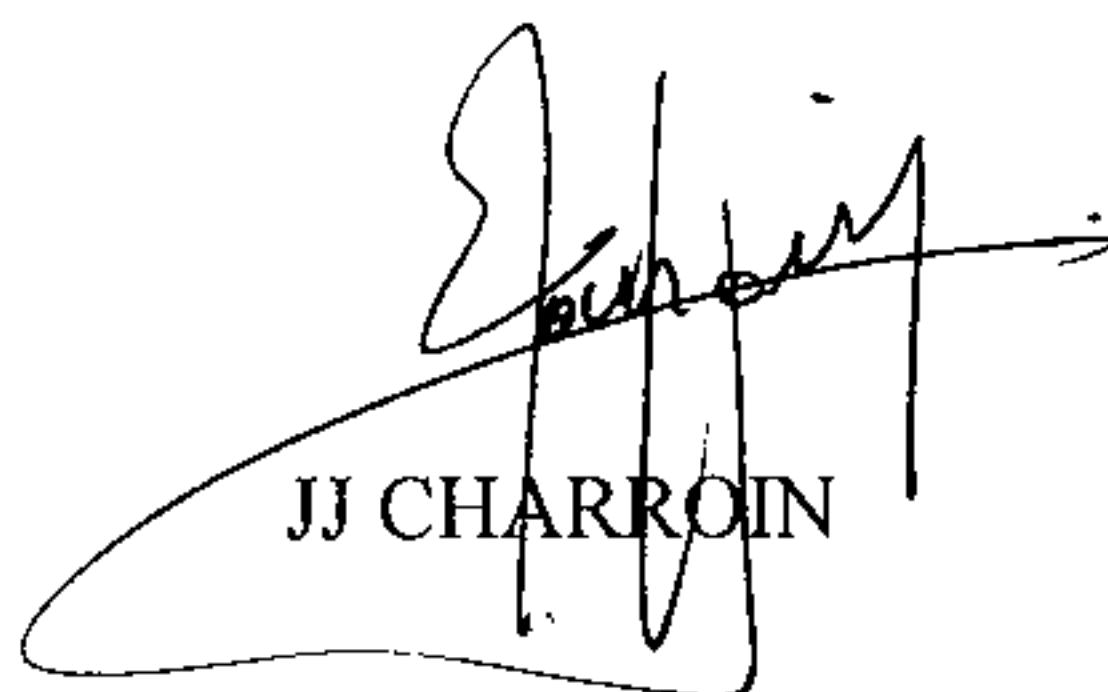
N.REF. :

BRON, le

ATTESTATION

Nous soussignés, Cabinet EXAUGEST, société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la Région de LYON/RHONE ALPES, certifions que l'ancien siège social de la SARL A L'EAU DE SOURCE, ayant antérieurement la dénomination sociale A L'EAU G.G., se situe bien au 50 rue de Reims 69500 BRON et qu'il s'agit là d'un premier transfert.

Fait pour valoir et servir ce que de droit,
A BRON le 5 SEPTEMBRE 2001


JJ CHARROIN

**SARL AU CAPITAL DE 50.000 FRANCS
RCS LYON B 408 568 459 - APE 741 C**

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre de la Région de LYON/RHONE ALPES